

Giral, elle le manifeste dans son attitude aussi opposée à la présence de tout organisme ou forme de lutte antifranquiste n'obéissant pas aux directives de ce gouvernement, montre bien clairement que l'antifranquisme du gouvernement Giral se trouve dominé par la panique de voir un débordement révolutionnaire des masses se reproduire dans la lutte contre Franco.

L'apparition de ce « gouvernement » dans l'arène politique — gouvernement toujours inopérant dans la lutte effective contre Franco — est due, d'une part, à la politique capitulante des directions ouvrières traditionnelles, orientées le dos tourné à la perspective révolutionnaire en Europe et dans le monde entier, et, d'autre part, à l'état d'esprit des masses qui subissent directement en Espagne la répression du régime franquiste et la misère sous ce régime. Le gouvernement Giral trouve un support relatif dans l'anxiété du peuple espagnol et son désir de sortir de sa situation tragique « n'importe comment ». Au fur et à mesure que s'accroît l'exaspération des masses qui ne disposent pas d'un parti révolutionnaire et que les capitulations des leaders réformistes, stalinien et anarcho-sindicalistes persistent, le gouvernement Giral, au service des grandes puissances pseudo-démocratiques, fixe les jalons de sa politique antifranquiste. Antifranquiste mais contre-révolutionnaire.

La préoccupation du gouvernement Giral, et les moyens financiers qu'il met en œuvre pour réorganiser les formations armées (police, garde d'assaut, corps d'officiers, etc.) de son futur ainsi qu'hypothétique Etat républicain, font contraste avec les moyens faibles, sinon nuls qu'il emploie pour abattre l'Etat franquiste. Le gouvernement Giral songe plus à assurer pour demain « l'ordre » en Espagne qu'à mettre fin aujourd'hui à « l'ordre » de Franco.

Ainsi, le rôle que joue l'équipe giraldienne dans la crise espagnole est définitivement établi.

Les communistes internationalistes ne peuvent donner aucun appui à la politique d'un tel gouvernement, ils ne

peuvent pas ne pas dénoncer à la classe ouvrière le danger que comporte le fait de confier aux chefs républicains — chefs sans masse — la direction de la lutte contre le régime franquiste, cette lutte allant de pair avec la lutte pour la destruction des forces économiques et sociales de la société bourgeoise.

Or, s'il est certain que pendant la guerre civile espagnole les révolutionnaires n'ont pas fait relâche dans la lutte militaire contre les forces de Franco, même sachant que la conduite de la guerre aux mains des Azana, des Giral, des Prieto et des Negrin menait à la défaite, aujourd'hui encore, nous communistes internationalistes (sans renoncer pour cela à aucun des postulats politiques basés sur le principe de l'indépendance de classe du prolétariat, sans renoncer non plus à aucun des mots d'ordre de notre programme d'action pour l'étape présente), nous ne nous refuserons pas à apporter notre contribution de combat à n'importe quelle action militaire que le gouvernement Giral serait décidé à mener contre le régime de Franco.

Une action commune avec les éléments républicains et les autres opposés à Franco pour **frapper ensemble** est possible à condition que ces alliés de circonstance puissent **marcher séparément** vers les buts finaux.

Par contre, « l'action commune » sous l'égide du front populaire, dont le programme conduit toute lutte antifranquiste à ligoter les intérêts du prolétariat et à consolider le régime bourgeois, cette action politique est repoussée par les communistes internationalistes. Elle doit l'être aussi par tous les ouvriers révolutionnaires.

15 mai 1946.

Note : Une discussion ayant été engagée sur le texte ci-dessus pour ce qui se rapporte à l'action militaire que le gouvernement Giral serait disposé à mener contre le régime franquiste, la Conférence, à la majorité des voix, a rejeté une telle éventualité « parce que gouvernement craignant la lutte effective contre Franco ».

(II) Sur le mot d'ordre de la République

En 1931, les masses espagnoles abattaient le règne d'une monarchie qui pendant des siècles avait maintenu le pays dans un état de misère et d'oppression semi-féodale.

Sur le terrain des modifications économiques, le changement de forme du gouvernement ne comporta aucune atteinte à la structure capitaliste de l'Etat, le président Zamora apparut comme le successeur d'Alphonse XIII dans la défense des privilèges des classes dominantes. Cependant, le passage de la monarchie à la république signifia pour les masses l'ouverture d'une période remplie de promesses et le début de son émancipation : peut-être avaient-elles identifié ces deux idées distinctes : République et émancipation prolétarienne.

Un parti se proclamant révolutionnaire ne pouvait pas combattre les illusions démocratiques des masses par des formules générales et des mots d'ordre détachés de la situation tels que : « A bas la République, tout le pouvoir aux Soviets » (soviets qui n'existaient point, comme le parti communiste le criait à la veille de liquider son ultragauchisme de la « troisième période »).

Ces illusions ne pouvaient être détruites qu'en partant de l'expérience des masses elles-mêmes. La mission d'un parti révolutionnaire était donc de dénoncer, certes, la nature bourgeoise de la II^e République, mais en participant aux événements auprès des masses, pour les aider à réaliser leur expérience le plus rapidement possible et les faire progresser vers les buts de la révolution prolétarienne. Comment y parvenir ? En se servant de toute une série de mots d'ordre démocratiques qui auraient permis d'une part, de mobiliser des couches chaque fois plus larges, et, d'autre part, de rendre évidentes aux masses et l'impuissance et la cowardise des républicains dans la solution des problèmes les plus brûlants formellement inscrits dans les tâches de la République qui venait d'être proclamée.

« Agir de façon que les masses prennent conscience de la nécessité d'une **République ouvrière**, les arracher à l'influence des républicains qui, le moment venu, sacrifieront ses principes démocratiques au profit des classes possédantes » — telles étaient les deux idées maîtresses de la politique de l'opposition de gauche. Dans cette politique s'inscrivait son mot d'ordre de 1932 : « Les socialistes au pouvoir » — c'est-à-dire : rupture de la coalition républicaine-socialiste.

L'incompatibilité entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la République — même de la République la plus « avancée », celle de la coalition — ne se fit pas attendre longtemps. Les incendies de couvents en mai 1931 constituent la première manifestation violente de cette incompatibilité qui devait par la suite se révéler avec plus d'acuité : grève des paysans en 1932, octobre 1934, période allant des élections de février 1936 au soulèvement militaire phalangiste, enfin, le 19 juillet, moment où la République essaya de sauver la situation en temporisant avec les généraux de Franco.

L'expérience de la République a été faite **jusqu'au bout** pour les masses espagnoles. Jusqu'à tel point que ce qui les a menées à la défaite dans la guerre civile fut la République même, ressuscitée des débris de juillet.

Le nom de « République » (la République que les masses ont vécue et non pas une République abstraite) a pour les masses espagnoles un contenu précis se rapportant à une expérience réelle et accomplie comportant des illusions déçues. En 1931, la République était une équation qui devait se résoudre par la lutte de classes. En 1946, la République est pour les masses une quantité concrète, un numéro exact indiquant l'impossibilité pour elles de satisfaire leurs aspirations légitimes dans le cadre de cette République-là que les masses ont vécue. Et non pas d'une autre.